

Mise en perspective : le statut des maîtres secondaires vaudois, historiquement ancré

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1189

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009635>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Quatre comités hétéroclites

(jd) Pas moins de quatre comités ont fait aboutir la demande de référendum contre la nouvelle loi sur l'assurance maladie:

– Le «comité contre l'explosion des primes et une médecine à deux vitesses», animé par Artisana, l'ancienne caisse des entrepreneurs de la construction, mène une campagne particulièrement virulente et mensongère: n'annonce pas une augmentation moyenne de 40% pour les deux tiers de la population? En cas d'acceptation de la loi, cette caisse serait directement touchée par l'obligation de compensation des risques.

– Le «comité contre une assurance maladie trop onéreuse et pour de véritables réformes du système de santé», animé par Swica, un conglomérat né de la fusion de plusieurs caisses d'assurance. On ne connaît toujours pas son projet de réforme.

– Le «comité contre le projet de loi sur l'assurance maladie – pour une nouvelle

orientation du système de santé», issu du milieu des médecines alternatives, est fâché du fait que les caisses n'auront à rembourser que les thérapies dont l'efficacité est scientifiquement établie. Aujourd'hui, seuls les traitements reconnus par la médecine classique sont remboursés. La nouvelle loi, par contre, prévoit le remboursement des thérapies qui donnent des résultats positifs, attestés empiriquement et statistiquement. La critique des alternatifs est donc infondée, sauf à vouloir couvrir les charlatans.

– Le «comité pour une loi sur l'assurance maladie qui tienne compte des droits des patients», où se retrouvent des médecins qui craignent d'être limités dans leur pratique par les mesures d'économie et les contrôles prévus, les physiothérapeutes (voir ci-dessus) et le Centre patronal vaudois, toujours présent lorsqu'il s'agit de combattre des améliorations sociales. ■

MISE EN PERSPECTIVE

Le statut des maîtres secondaires vaudois, historiquement ancré

REPÈRES

Camille Decoppet (1862-1925) fut le huitième conseiller fédéral vaudois. Carrière politiquement bien remplie.

Originaire de Suscévaz. Avocat, procureur général du canton de Vaud. Conseiller d'Etat de 1900 à 1912. Conseiller national de 1899 à 1912. Président du Conseil national en 1906. Directeur du Bureau international de l'Union postale universelle de 1920 à 1925.

Enfin, Conseiller fédéral de 1912 à 1919. Tour à tour chef des Départements de l'intérieur, de la justice et police et militaire.

(ag) Le Conseil d'Etat vaudois fait examiner «si et comment» pourrait être augmenté le cahier des charges des maîtres secondaires, qui seraient astreints alors à enseigner 28 périodes au lieu de 25.

La vive réaction des enseignants est qualifiée par certains de corporatiste. On en jugera autrement si l'on sait que ce statut horaire est ancien: il remonte au XIX^e siècle et n'a jamais été contesté par un Grand Conseil à prédominance ou majorité radicale, que ce soit en 1964... ou en 1908 !

Quelques rappels et quelques citations en guise d'illustration de ce monument historique.

Collegium inferius

Les Bernois, maîtres du pays de Vaud conquis, eurent le mérite de créer l'Académie, destinée d'abord à la formation des pasteurs. Mais l'admission à l'Académie exigeait des étudiants préalablement formés. On créa donc un collège préparatoire, dont hérita deux siècles et demi plus tard le canton devenu souverain. Ce fut le CCC, collège classique cantonal, auquel fut adjointe une école moyenne et industrielle, transformée en collège scientifique, cantonalisé en 1869. Ailleurs dans le canton, les collèges étaient

communaux, de même qu'à Lausanne les établissements secondaires destinés aux filles. Les maîtres des collèges cantonaux étaient mieux rétribués; en 1908, 4000 franc par an, contre 3000 en province. Les maîtresses, elles, plafonnaient à 2500 francs. L'horaire était déjà de 25 heures à Lausanne et de 30 heures dans le canton. La durée moyenne du travail pour les ouvriers devait être, à cette date, de 60 heures, au moins, sans vacances.

La loi de 1908

Lors de la révision fondamentale de la loi, la suggestion fut faite par un député, M. Landry, d'abandonner les 25 heures à Lausanne. Le conseiller d'Etat radical Decoppet défendit avec énergie le statut des 25 heures.

Grand Conseil. Séance du 18 février 1908

M. Decoppet.

«Je répondrai à M. Landry que la disposition qu'il critique (réd. les 25 heures) figure dans les lois anciennes (réd. soit celles du XIX^e siècle) et dans la loi actuelle. Elle a sa raison d'être. Les maîtres secondaires cantonaux sont payés par l'Etat et celui-ci leur dit: je n'exige pas davantage de vous. Tandis que les maîtres secondaires communaux sont payés par les communes, abstraction faite du subside de l'Etat. Or si les municipalités veu-

lent réduire à 25 heures le nombre de leçons de leurs maîtres, j'y donne les deux mains. (...) M. Landry suggère l'idée d'augmenter le nombre des heures pour les maîtres cantonaux. Voilà 25 ans qu'ils profitent de cette situation et du coup vous voudriez leur demander cinq heures de leçons de plus par semaine. Cinq heures de leçons de plus, c'est beaucoup pour Lausanne et même ailleurs.»

La loi de 1964

Un volonté de réforme se manifeste. L'enseignement mixte est généralisé; l'écolage supprimé dans les collèges cantonaux, une commission chargée d'étudier une réforme de structure est mise en place. Le pays amorce sa «grande mutation» et croit aux vertus d'un enseignement de qualité. Il souhaite que le recrutement des maîtres soit de haut niveau. Le gouvernement le dit avec force, quoique dans un style tourmenté.

Exposé des motifs du Conseil d'Etat – 22.11.1963

«Ce serait faire fi des sages recommandations de ceux que préoccupe le recrutement du corps enseignant des maîtres des écoles secondaires, qui ont étudié les moyens propres à le rendre moins difficile, et proposé l'amélioration des conditions de travail des maîtres d'établissement secondaire et leur rémunération pour attirer vers cette profession essentielle à l'avenir de notre pays et au maintien de son économie les hommes d'élite dont elle a besoin.»

Dans l'immédiat, il faut donner un même statut aux collèges de Lausanne et du Canton, cantonaliser le gymnase des filles, aligner les maîtres de province sur ceux de Lausanne, au moins en ce qui concerne le cahier des charges. Ce sont les syndicats des

villes du canton qui motionnent et interviennent au Grand Conseil: Martin à Yverdon, Kratzer à Vevey.

D'où l'unanimité trans-partis pour un horaire de 25 heures.

Séance du 17 février 1964 Jean-Jacques Leu (socialiste, rapporteur de la commission).

«Dès lors, c'est avec satisfaction que la commission accueille l'article 97 du projet, qui supprime la distinction entre maîtres et qui fixe uniformément l'horaire des leçons à 25 heures par semaine, avec possibilité de donner 5 heures supplémentaires (réd.: heures supplémentaires rétribuées).»

Le conseiller radical d'Etat Oguey était au banc gouvernemental. Pas d'opposition au Grand Conseil, qui souhaite une accélération de l'entrée en vigueur.

La Loi de 1968

La classification des fonctions est à l'ordre du jour. Elle est de la compétence du Conseil d'Etat. Mais le statut demeure défini par la loi. Pierre Graber et Jean-Pierre Pradervand sont membres du Conseil d'Etat qui, une fois de plus, justifie le statut actuel.

Exposé des motifs du 23.9.1968. Projet de loi modifiant la loi de 1908 sur l'instruction secondaire.

«On doit admettre que les 25 heures d'enseignement d'un maître secondaire représentent un temps complet de travail, comparable aux 46 heures de l'ouvrier ou aux 44^{1/4} heures du fonctionnaire administratif».

Le Grand Conseil ne l'a pas contesté. Depuis, l'horaire hebdomadaire des ouvriers et employés cantonaux a été ramené à 42 h30 (40 dans de nombreuses communes et professions); la durée légale des vacances portée à 4 semaines, voire 5 ou 6 selon l'âge. ■

NOTE DE LECTURE

le bruit est le propre de la vie

(jg) Livre amusant et très bien informé que ce petit bouquin. Contrairement aux apparences, la pollution sonore urbaine n'a pas réellement augmenté. Le vacarme des roues cerclées de métal d'une charrette tirée par des chevaux sur des pavés étant largement supérieur au bruit d'une automobile roulant à 50 km/h. Dans les sociétés préindustrielles, le tapage le plus important était produit par les forges, assez nombreuses dans les villes, qui pouvaient produire un boucan de 100 décibels. Mais les nuits étaient tranquilles, direz-vous. Pas tant que ça ! L'éclairage public au gaz produisait, paraît-il, un chuintement très caractéristique et pas forcément agréable.

Bien qu'il s'agisse de bruits très différents de ceux d'aujourd'hui, on a le sentiment, à

la lecture du livre de Lison Méric, que la fin du 19^e siècle a dû battre tous les records de niveau sonore urbain. Revenons à aujourd'hui. Un son peut en camoufler un autre. Jusqu'à 80 km/h, le moteur constitue la principale cause de vacarme d'une voiture. Au-delà, les bruits de roulement deviennent dominants. Ainsi, la diminution du tintamarre du trafic automobile, tout de même la plus importante nuisance sonore aujourd'hui, doit passer par des mesures différenciées à l'intérieur et à l'extérieur des localités.

En trafic urbain, les constructeurs doivent être en mesure de diminuer le niveau de bruit de moteurs ne tournant pas à haut régime. En rase campagne, les pouvoirs publics devraient recouvrir les chaussées de revêtements limitant les bruits de roulement. Or, ces tapis sont coûteux, s'usent rapidement et ne peuvent donc être disposés que dans quelques lieux exposés. Pourquoi ne pas les financer en partie par une taxe sur le niveau sonore des véhicules ? ■

RÉFÉRENCE

Lison Méric, Société pour la Protection de l'Environnement, *Le Bruit, nuisance, message, musique*, Éditions Georg, Genève, 1994.